

# Actualité réglementaire

AEFR – RV de la regulation financière et de la conformité

6 décembre 2023



# Sommaire

- 1. Conséquences des turbulences bancaires du printemps 2023**
- 2. Les axes de supervision**
- 3. Risque de crédit**
- 4. Evolution du cadre réglementaire**



## Conséquences des turbulences bancaires du printemps 2023

- Retour sur les événements clés
- Rapports du BCBS et FSB

# Conséquences des turbulences bancaires du printemps 2023

## Retour sur les évènements clés

### D'abord une crise bancaire régionale aux Etats-Unis...

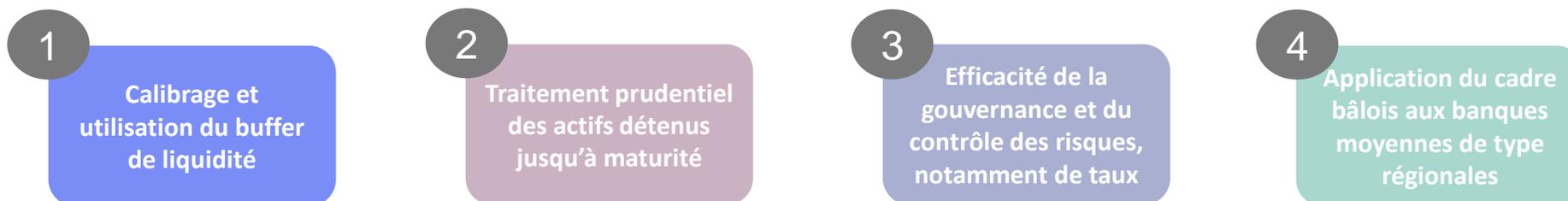
- Fermeture des banques dites « **3S** » (Silvergate, Signature, Silicon Valley) et de First Republic à envergure régionale aux US



- Toutes les banques **satisfaient** à leurs exigences minimales de solvabilité avant leur défaillance mais aussi leurs ratios de liquidité !
- Dans certains cas le marché était préoccupé de pertes latentes liées à certaines expositions au **risque de taux**, questionnant la **soutenabilité du *business model*** et provoquant ainsi une défiance des investisseurs
- Et aussi des déposants : fuites massives de dépôts, en particulier ceux **non assurés** et **digitalisés** et alimentées par les **réseaux sociaux**

### ...qui aurait pu se transformer en crise systémique avec la faillite probable du Crédit Suisse, banque systémique globale

- Réponse efficace et **concertée** des autorités de supervision et gouvernementales
- Couverture **exceptionnelle** totale des dépôts aux US
- Cession orchestrée de CS qui a permis d'éviter une **crise financière globale** (ouverture d'une assistance en liquidité sans précédent par la BNS, et d'un « backstop » public en cas de manque de collatéral)



# Conséquences des turbulences bancaires du printemps 2023

## Rapports du BCBS et du FSB



### Comité de Bâle et Conseil de Stabilité Financière ont sorti leur rapport respectif sur les leçons apprises de la crise en octobre 2023

Le Comité axera ses travaux sur plusieurs domaines dans un but de proposer des **recommandations politiques**

Le FSB a également sorti son rapport, dont il conclut en substance que le cadre de résolution est **approprié** et **praticable**, bien que certaines parties clés méritent plus d'attention sur la manière de les implémenter juridiquement et techniquement.



#### Du point de vue de la supervision

- L'analyse du **business model**, en identifiant les modèles atypiques, demeure un élément clé de la supervision
- L'évaluation de la robustesse de la **gouvernance** et du **cadre de la gestion des risques** sont des prérequis essentiels
- Le contrôle de la **liquidité** devrait évoluer (sur les profils de financement, l'opérationnalisation des CFP, impact de la digitalisation, *intraday* monitoring en cas de stress, concentration)
- Le cadre et les **outils** à destination des superviseurs (révision des *Basel Core Principles*, contrôle au niveau de chaque entité juridique, coopération entre superviseurs, « risk tolerance framework »)
- Le contrôle de la **bonne distribution** du capital et de la liquidité au sein d'un groupe, lorsque les exigences s'appliquent sur base consolidée



#### Du point de vue de la réglementation

- **Ratios de liquidité** : les LCR/NSFR ne peuvent pas empêcher toutes les crises, et devraient être complétés par d'autres outils :
  - ✓ étendue des risques couverts par le LCR (*intraday*, liquidité « trapped »)
  - ✓ prépositionner des liquidités pour couvrir certains besoins opérationnels
  - ✓ revue des taux d'*outflows* du LCR
  - ✓ accroissement de la transparence
  - ✓ nouveaux indicateurs (position de liquidité à 5j, période de survie, métrique simple non pondérée)
- **HQLA** : leur vente forcée peut générer des pertes et impacter le capital
  - ✓ éligibilité des actifs HTC
  - ✓ cession par mise en pension
- **Risque de taux** : meilleure implémentation du cadre prudentiel
  - ✓ mieux tenir compte de la situation en cours (ex: **pertes latentes** éventuelles)
  - ✓ accroître la **discipline de marché** et la **granularité** des informations à déclarer, tant sur cet aspect que sur celui des **méthodes internes** de mesures de risques
- **Instruments de capitaux** : le traitement des AT1 de CS a posé des questions, le mécanisme d'absorption des pertes n'est pas forcément bien compris

# 02

## Les axes de supervision

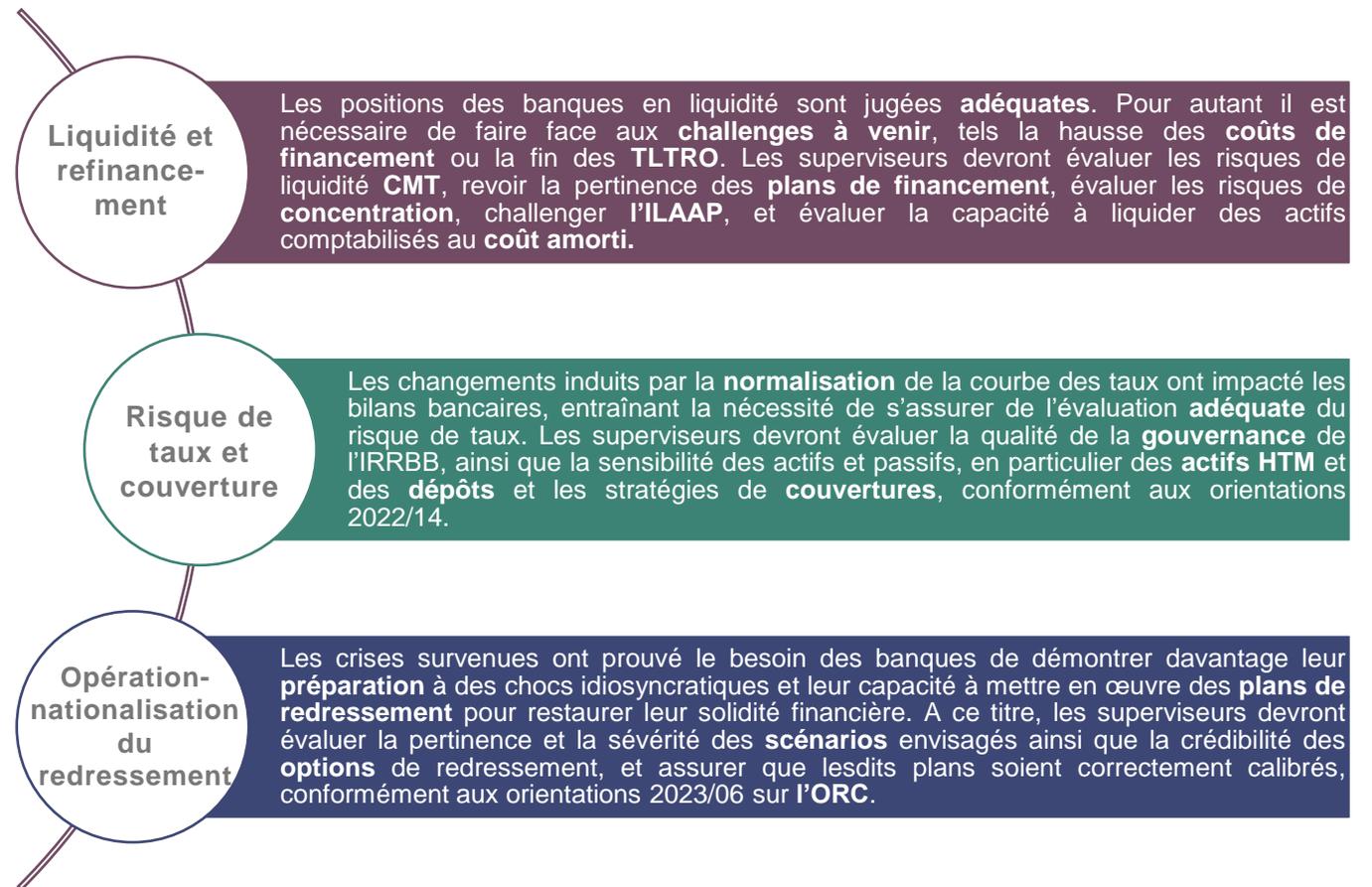
- Programme d'examen 2024 de l'EBA
- Priorités du MSU 2024-2026

# Les axes de supervision

## Programme d'examen 2024 de l'EBA

### L'ESEP (*European Supervisory Examination Programme*) de l'EBA a pour objectif de donner un cadre commun de supervision

- L'EBA définit des **points d'attention particulière** que les autorités nationales compétentes (NCA) doivent faire refléter dans leur programme annuel de supervision respectif
- Ces points clés viennent **complémenter** les priorités spécifiques identifiées par les NCA
- Cet ESEP 2024 tient compte des **turbulences bancaires** du printemps 2023, bien que les focus des précédents ESEP demeurent valides



# Les axes de supervision

## Priorités du MSU 2024-2026



### Les priorités du MSU seront publiées dans les prochains jours pour la période 2024 à 2026

**Gouvernance du risque** : toutes les banques défaillantes en mars 2023 avaient des problèmes de gouvernance

- Des revues ciblées seront menées sur l'efficacité des *management bodies*
- Les attentes de la BCE seront mises à niveau si nécessaire

**Structure du financement** : réseaux sociaux, digitalisation, instruments d'investissement à CT proposés par des non-banques...

- Examen approfondi des plans de financement (FP)
- Examen de la stratégie d'un échantillon d'établissements
- Revues ciblées pour évaluer les plans de financement d'urgence (CFP) ainsi que les capacités de mobilisation de collatéral, et plus généralement la gouvernance ALM.

**Risques sur l'immobilier commercial et résidentiel** :

- Baisse du prix de l'immobilier résidentiel et commercial (10% des crédits seraient exposés au CRE vs 30% au RRE)
- Revues ciblées sur 2024 (déjà entamées sur 2023)
- Les banques doivent tenir compte de ces risques dans leur pratique de provisionnement et la planification du capital

**Risques climatiques** :

- OSI et *deep-dive* en cours pour adresser les lacunes identifiées lors du CST
- Prise en compte de ces lacunes dans le SREP avec exigences qualitatives à la clé pour certaines banques
- Alignement total d'ici à la fin 2024 sur les attentes du guide C&E *risks* sous peine de mesures de supervision

**Risque ICT** :

- Stress test de résilience cyber sur 2024 pour toutes les banques
- Mesures de redressement en cas d'attaque sévère et plausible

# Les axes de supervision

## Priorités du MSU 2024-2026



### L'ACPR devrait s'inscrire dans ce programme pour les banques relevant de sa supervision directe

Sur **2023** l'ACPR s'est focalisée sur le :

- ✓ Suivi des risques liés à la situation économique et géopolitique dans un contexte de remontée des taux d'intérêt ;
- ✓ Suivi des risques cyber et climatiques ;
- ✓ Actions sur la protection de la clientèle ;
- ✓ Renforcement de la LCB/FT.

Si la **résilience** du secteur bancaire Français a été démontrée des points de vigilance demeurent :

- Les taux bénéficient aux banques, même de manière décalée pour les banques Françaises (système d'emprunt à taux fixe vs une épargne soumise au taux)
- La gestion Actifs/Passifs a été prise à revers, avec une nécessité d'adaptation des établissements sur la couverture des taux d'intérêts (certaines ont été trop coûteuses)
- L'inflation demeure élevée et le contexte reste tendu, en raison de la géopolitique
- Le coût du risque reste globalement faible, mais pourrait rebondir

L'ACPR tire deux leçons des turbulences bancaires :

- Rôle central du superviseur, les ratios doivent être accompagnés d'une supervision plus **intrusive** et plus **proactive**
- Bien-fondé d'une application des règles plus exigeantes a un **large périmètre de banques** du fait d'interconnexions multiples et effets de contagion

Pour 2024, au-delà des considérations précédentes :

- Les risques cyber et climatiques vont demeurer une priorité, ainsi que la protection de la clientèle, la LCB/FT etc.
- Risques sur l'intermédiation financière non bancaire (NBFI)

## Risque de crédit

- Derniers chiffres du secteur
- Immobilier résidentiel et prêts à effet de levier

# Risque de crédit

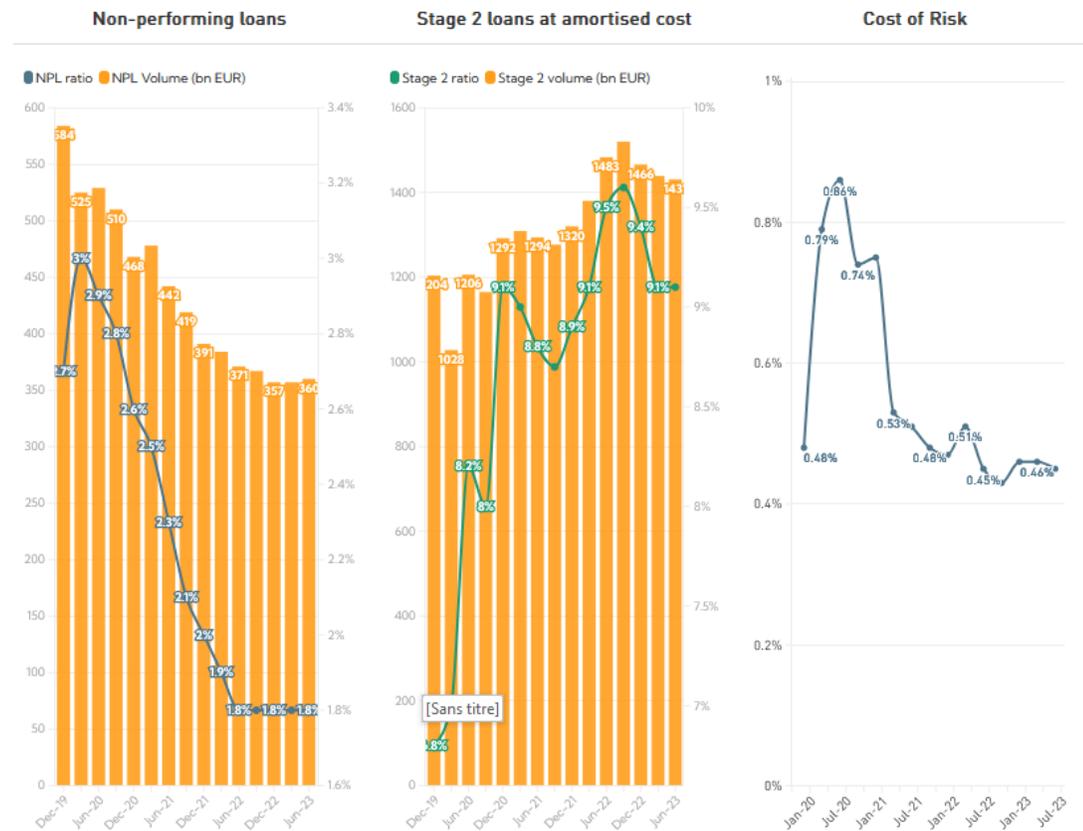
## Derniers chiffres du secteur

### Le Q2 risk dashboard de l'EBA montre un début d'année 2023 maîtrisé avec toutefois quelques doutes

- Les **ratios de solvabilité** se maintiennent à des niveaux élevés
- Stabilisation également des ratio **NPLs**, mais quelques doutes sur leurs évolutions en raison des incertitudes macroéconomiques (cf. ratio des prêts S2)
- Toutefois les banques de l'union bancaire cotent toujours moins que leur valeur comptable (*price-to-book ratio* de 0,7)
- **Rentabilité** améliorée en raison de la hausse des revenus d'intérêts (+360 bp), mais demeure en-deçà du coût du capital (13%)
- Risque de crédit mais également risques opérationnels dont ICT et cyber demeurent des préoccupations fortes des autorités (cf. prochain stress test cyber)

### Les résultats des banques aux stress tests EBA de 2023 confirment que les banques peuvent supporter un choc adverse sévère à horizon 2025

- Augmentation forte des taux
- Forte inflation
- Chute significative du prix des actifs
- Les pertes latentes sur les portefeuilles d'investissement paraissent contenues (73 Mds EUR vs 600 Mds USD)



Source : EBA

Ratios CET1 à 15,9% et LR à 5,4% VS 10,4% en adverse

Ratio NPLs à 1,8% (360\* Mds EUR)

\*dont 340 pour la zone union bancaire

LCR à 160% et NSFR à 126%

RoE à 10,8%

Part des prêts S2 de 9,1%

# Risque de crédit

## Immobilier résidentiel et prêts à effet de levier



### Recommandation contraignante sur l'octroi des crédits immobiliers « normes HCSF »

- Pour rappel le HCSF a émis une recommandation le 20 décembre 2019 sur l'octroi des crédits immobiliers, qu'il a ensuite ajusté pour tenir compte de l'évolution des pratiques d'octroi de crédit. Le Haut Conseil a ensuite adopté, à l'été 2021, une décision permettant de donner à sa recommandation un **caractère juridiquement contraignant**. Pour mémoire :
  - ✓ Taux d'effort de **35%** (après proposition à 33%) ;
  - ✓ Durée maximale des crédits de **25** ans (+ 2 ans dans certains cas notamment les achats en VEFA) ;
  - ✓ Part de crédits dérogeant à cette règle de **20%** (notamment pour primo-accédants à au moins **70%** et non plus 80%), flexibilité utilisée qu'à hauteur de **14%**.
- Pour l'heure ces risques sont contenus en France, en revanche s'agissant de l'immobilier commercial, le HCSF met en place différents indicateurs de suivi du marché et continuera de suivre ces risques

### Le HCSF a instauré un coussin pour risque systémique sectoriel (sectoral SyRB)

- Concerne les **banques systémiques** françaises au plus haut niveau de consolidation (entités mères), exposées aux **sociétés non financières** très endettées (niveau d'endettement supérieur à 6\*EBITDA), dès lors que le niveau total d'exposition vis-à-vis du groupe de clients liés dépasse **5%** des fonds propres T1, après atténuation du risque
- une surcharge en fonds propres T1 de **3%** est appliquée à l'ensemble des expositions françaises pondérées par les risques vis-à-vis de telles sociétés.
- Les établissements déclareront trimestriellement les expositions concernées, sur base de la structure des déclarations grands risques, et transmises au format Excel à l'ACPR, et ce à compter de la date d'arrêté de décembre 2023

### Pour mémoire le taux du coussin de fonds propres contracyclique sera porté à 1% dès 2024

#### ESRB

*“Risks to financial stability stemming from a sharp fall in asset prices also **remain severe**. Rising mortgage rates and the deterioration in debt servicing capacity on account of a decline in real household income **could exert downward pressure on house price.**”*

*“Given the increase in systemic risks to financial stability, the ESRB considers it necessary for private sector institutions, market participants and relevant authorities to **continue to prepare for materialisation of tail-risk scenarios.**”*

*“Preserving or further building up **macroprudential buffers** would support credit institutions' resilience and enable the authorities to release these buffers, if and when risks materialise and negatively impact credit institutions' balance sheets.”*

WARNING OF THE EUROPEAN SYSTEMIC RISK BOARD of 22 September 2022

## Evolution du cadre réglementaire

- Transposition de Bâle III
- Risques ESG

# Evolution du cadre réglementaire

## Transposition de Bâle III

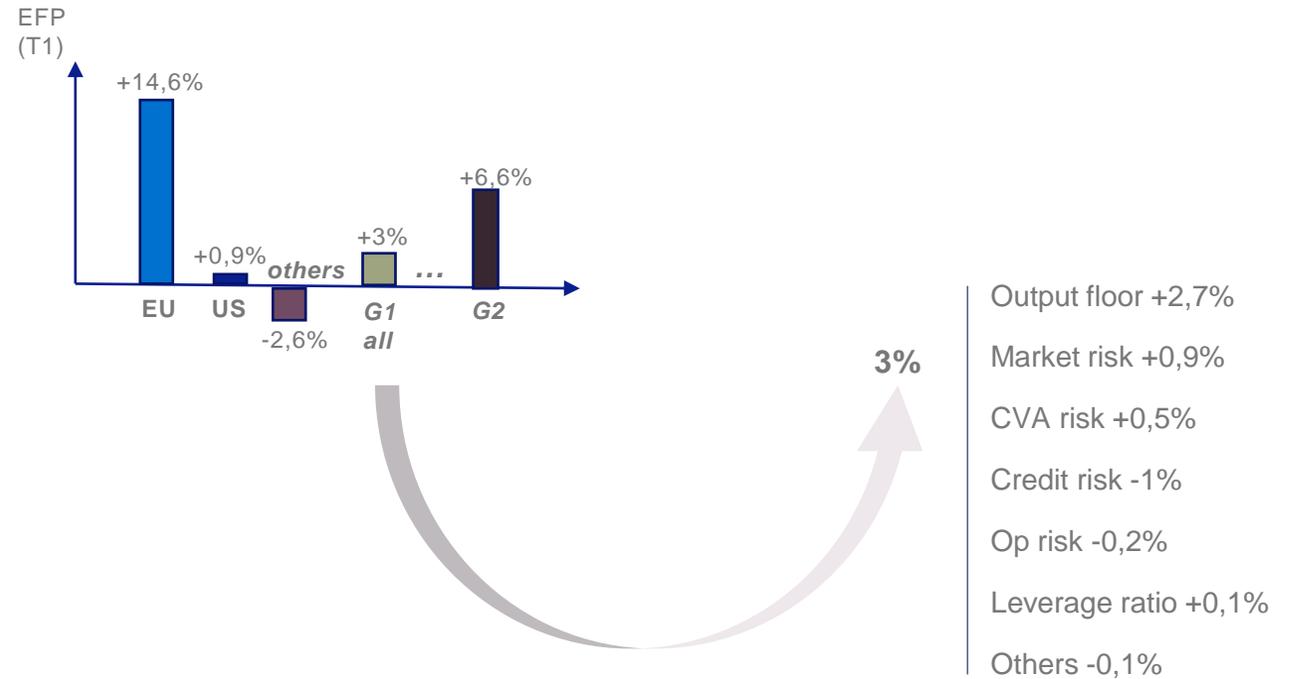


### Forte inquiétude sur la sortie finale du texte

- Accord politique en juin 2023
- Discussions techniques toujours en cours, problème avec les pays « hosts »
- Votes des textes, puis publication au JO avec toutes les traductions
- Mise en application prévue au 1er janvier 2025 (juillet pour CRD6 hors TCB)
- Environ 130 mandats confiés à l'EBA

### Risque de fragmentation avec les US (Endgame) et UK (Basel 3.1)

- Mise en œuvre reportée au 1er juillet 2025 (demande de l'EBIC)
- Abandon des modèles IRB en risque de crédit
- Impact plus important en UE



# Evolution du cadre réglementaire

## Transposition de Bâle III



		AR	AU	BR	CA	CN	HK	IN	ID	JP	KR	MX	RU	SA	SG	ZA	CH	TR	GB	US	EU	
Capital	CCyB	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	
	MAR NCCD	1	4	4	4	1	4	2	2	4	2	3	2	4	4	4	4	1	4	4	4	
	CCP	4	4	4	4	1	4	3	2	4	4	4	2	4	4	4	4	4	4	4	4	
	EIF	4	4	4	4	1	4	na	na	4	4	2	4	4	4	4	4	4	4	2	4	
	SA-CCR	4	4	4	4	4	4	3	4	4	4	1	4	4	4	4	4	4	4	4	4	
	SEC	4	4	4	4	2	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	1	4	2	4
	TLAC	na	4	4	4	4	4	1	na	4	1	4	4	4	4	4	4	4	1	4	4	4
	CR SA 2023	1	4	4	4	2	2	1	4	3	4	4	2	4	3	2	2	1	2	2	2	2
	CR IRB 2023	na	4	4	4	2	2	na	na	3	4	1	4	4	3	2	2	1	2	na	2	2
	CVA 2023	1	1	1	3	2	2	1	3	3	4	1	1	4	3	2	2	1	2	2	2	2
	MR 2023	1	1	2	3	2	2	2	3	3	4	na	1	4	3	2	2	1	2	2	2	2
	OR 2023	1	4	2	4	2	2	3	4	3	4	4	4	4	3	2	2	1	2	2	2	2
	OF 2023	na	4	1	4	2	2	na	na	3	4	1	4	4	3	2	2	1	2	2	2	2
	RBC 2013	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4
	Leverage	LR EXP 2014	4	1	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4
LR EXP 2017		4	4	1	4	2	2	1	4	3	4	1	1	4	3	2	2	2	4	4	4	4
SIB	G-SIB	na	na	4	4	4	4	na	na	4	4	na	na	na	4	na	4	na	4	4	4	
	D-SIB	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	na	4	
	LR-Buffer	na	na	na	4	4	na	na	na	4	na	na	1	na	na	na	4	na	4	4	4	4
IRRBB	4	2	4	4	4	4	3	4	4	4	2	2	4	4	4	4	4	1	4	4	2	
Liquidity	IDL	4	4	4	4	1	4	4	4	1	1	2	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4
	NSFR	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	3	4	4	4
	LCR	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4
Large exposur..	LEX	4	4	4	4	4	4	4	4	4	2	3	2	4	4	4	4	2	4	4	4	
Crypto	Crypto	na	1	1	2	1	na	na	1	1	na	na	na	1	1	1	1	1	1	1	1	
Disclosure	DISC Pillar III	4	3	4	4	2	4	1	4	4	4	2	4	4	4	4	4	4	4	na	4	
	DISC DEC 20..	4	3	4	3	2	4	1	4	4	4	2	4	4	4	4	4	2	4	4	4	4
	DISC JAN 2018	4	2	4	3	2	4	2	4	4	4	4	2	4	4	3	4	3	4	4	4	4
	DISC DEC 20..	4	3	4	3	2	4	1	4	1	4	1	4	4	4	4	4	4	1	4	4	4
	DISC TLAC	na	na	1	4	2	4	na	na	4	3	4	na	4	na	na	4	na	4	4	4	4
	DISC MR 2023	na	1	na	2	2	2	na	3	3	4	1	na	4	3	2	2	na	2	na	2	2
	DISC Jan 2023	1	5	na	3	2	2	2	3	3	4	2	na	4	3	2	2	na	2	1	2	2

### Processus d'adoption des accords bâlois au 30/09/2023

Adoption status

- adoption completed
- adoption not started
- standard not yet due
- adoption in progress
- not applicable

Source : Comité de Bâle

# Evolution du cadre réglementaire

## Risques ESG

EBA guidelines on LOM & ECB guide on C&E risks

### Guidelines de l'EBA sur l'octroi et le suivi de crédits (Depuis juin 2021)

- Intégration des facteurs ESG au processus d'octroi et de suivi des crédits
- 30/06/2024 : application à l'ensemble du portefeuille de crédits pour tous les acteurs

### Guide de la BCE relatif aux risques liés au climat et à l'environnement (Depuis mars 2022)

- 13 recommandations couvrant la stratégie, la gestion des risques, la publication d'informations, l'analyse des scénarios et le *stress testing*
- Questionnaire C&E risks envoyé aux banques, notamment les LSI, lettre BCE demandant aux banques de combler les lacunes d'ici fin mars 2024 sous peine de pénalités
- Rappel du calendrier fixé pour la mise en conformité :
  - ✓ **31/03/2022** : catégorisation adéquate des risques C&E et évaluation complète de leur impact sur les activités de la banque
  - ✓ **31/12/2023** : gestion des risques C&E selon une approche transverse couvrant la stratégie, la gouvernance et l'appétence pour le risque, la gestion du risque (crédit, opérationnel, marché, liquidité)
  - ✓ **31/12/2024** : alignement total aux attentes du Guide, y compris en intégrant les risques C&E dans le cadre de stress test et l'ICAAP

Pilier III & GAR

Entrée en vigueur en janvier 2023 du règlement d'exécution amendant les ITS sur les publications relatives aux risques ESG

- **Rapport annuel publié en 2023** (exercice 2022) : application partielle (total pour T2/T4/T5/T10), partiel pour T1)
- **Rapport annuel publié en 2024** (exercice 2023) : application partielle (total pour T2/T4/T5/T6/T7/T8, T10, partiel pour T1)
- **A partir de Juin 2024** : application totale de tous les *templates* (notamment T9)

Publication d'une consultation par le **Comité de Bâle** du cadre international en la matière

CRR3-CRD6

- Définition des risques ESG
- Extension du scope des remettants des **rapports Pilier 3** à toutes les banques à partir de 2025
- Proposition d'un **reporting ESG**
- Intégration des risques ESG dans le **Pilier 2** (gouvernance et SREP) et mise en place de stress tests biannuels
- Développement de plans de transition (mandat confié à l'EBA, en cohérence avec la CSRD)
- Publication en octobre 2023 du rapport final sur l'intégration des risques ESG dans le **Pilier 1**

Roadmap EBA

- Axes initiaux : transparence et déclaration, gestion des risques et supervision, traitement prudentiel des expositions ESG, stress tests
- Nouveaux axes : standards et labels, éco-blanchiment, rapport de supervision, suivi des risques ESG

# Contact

## Mazars

David Labella, Directeur, Conseil Banque ([david.labella@mazars.fr](mailto:david.labella@mazars.fr))

Tour Exaltis

61 rue Henri Regnault

92400 Courbevoie – France

Tel : + (33) 1 49 97 60 00

Mazars est un groupe international et intégré spécialisé dans l'audit, la fiscalité et le conseil ainsi que dans les services comptables et juridiques\*. Présents dans plus de 90 pays et territoires, nous nous appuyons sur l'expertise de plus de 44 000 professionnels – plus de 28 000 au sein de notre partnership intégré et plus de 16 000 via « Mazars North America Alliance » – pour accompagner les entreprises de toutes tailles à chaque étape de leur développement.

\*dans les pays dans lesquels les lois en vigueur l'autorisent

[www.mazars.fr](http://www.mazars.fr)

© Mazars 2022

# Suivez-nous :

## LinkedIn:

[www.linkedin.com/company/Mazars](http://www.linkedin.com/company/Mazars)

## Twitter:

[www.twitter.com/MazarsenFrance](http://www.twitter.com/MazarsenFrance)